



AU-DELÀ DU COVID-19 :

UN PLAN FÉMINISTE DE DURABILITÉ ET DE JUSTICE SOCIALE

MESSAGES CLÉS



Alors que le monde est confronté aux répercussions du COVID-19, les inégalités croissantes et l'accélération des catastrophes climatiques mettent en évidence la nécessité d'un plan commun de relance et de transformation des économies et des sociétés.

- Le nouveau rapport phare d'ONU Femmes *Au-delà du COVID-19 : Un plan féministe de durabilité et de justice sociale* fournit une feuille de route pour relever ces défis tout en regagnant le terrain perdu en matière d'égalité des sexes et de droits des femmes.
- S'appuyant sur les données les plus récentes ainsi que sur les contributions de plus de 100 spécialistes du monde universitaire, de la société civile et du système des Nations Unies, il fournit une vision et des pistes concrètes pour placer l'égalité des sexes, la durabilité environnementale et la justice sociale au cœur de la relance et de la transformation économiques.

La pandémie a attiré l'attention sur un trio de crises interconnectées qui entravent de manière systémique l'égalité des sexes et menacent la survie des populations et de la planète : les crises de l'emploi, des soins et du climat.

Une crise de l'emploi et des moyens de subsistance a marginalisé de nombreuses personnes et les a rendues plus vulnérables aux chocs. Dans de nombreux pays, les progrès fragiles en matière d'emploi des femmes ont été pratiquement anéantis par la pandémie, et le manque d'accès à la protection sociale les a laissées quasi sans ressources.

- Les femmes ont perdu 54 millions d'emplois, à l'échelle mondiale, en 2019 et 2020. D'ici fin 2021, le niveau d'emploi des hommes va reprendre, mais le nombre de femmes occupant un emploi va rester inférieur de 13 millions à son niveau de 2019.
- Les pays ont renforcé la protection sociale, mais les femmes n'en bénéficient pas de manière égale. Dans 45 pays, seulement 17 % des femmes ont déclaré avoir reçu une aide monétaire en réponse au COVID-19 (contre 27 % des hommes).

Une crise mondiale des soins a laissé des millions d'enfants et d'adultes dans une situation de dépendance aux soins, sans soutien suffisant, tout en imposant des choix difficiles et des coûts énormes aux femmes et aux filles.

- À l'échelle mondiale, même avant la crise, les femmes effectuaient trois fois plus de travaux domestiques et de soins non rémunérés que les hommes.
- Les pays d'Afrique subsaharienne dépendent de plus de 900 000 relais de santé communautaires pour soutenir leurs systèmes de santé fragiles : plus de deux tiers de ces effectifs sont des femmes. 86 % ne sont pas rémunérées.

L'accélération de la crise environnementale fait payer un tribut disproportionné aux pays les plus pauvres, et aux femmes et aux filles les plus marginalisées, qui ont le moins contribué au problème.

- En raison de leur plus grande dépendance et de leur accès inégal aux ressources naturelles, aux services et aux infrastructures publics, les femmes sont touchées de manière disproportionnée par la dégradation de l'environnement et le changement climatique.
- L'insécurité foncière rend les femmes particulièrement vulnérables à l'accaparement de leurs terres pour des projets environnementaux à grande échelle. 40 % des pays imposent au moins une restriction aux droits des femmes à la propriété.

- Chaque année, 3,8 millions de personnes, dont la plupart sont des femmes et des enfants, sont tuées par la contamination de l'air causée par les combustibles polluants utilisés pour la cuisson et le chauffage dans les foyers.

Ces crises sont profondément enracinées dans un système économique qui ne parvient pas à valoriser, protéger, nourrir et investir dans l'essentiel.

Cela a conduit à une concentration extrême de la richesse et du pouvoir entre les mains d'une minorité, tout en provoquant un profond sentiment d'insécurité chez le plus grand nombre, alimentant un désenchantement généralisé à l'égard des grands courants politiques et un nationalisme croissant, souvent combinés à un rejet de l'égalité des sexes.



Le monde se trouve à la croisée des chemins, face au choix de répéter les erreurs du passé ou de saisir l'occasion de faire les choses différemment. Trois séries de politiques peuvent être à la base du changement dont nous avons besoin de toute urgence.

Premièrement : donnons la priorité aux emplois.

L'accès des femmes à un travail décent, à la protection sociale et à la sécurité alimentaire doit être assuré dans le cadre d'une économie centrée sur les personnes qui s'attaque aux inégalités entre les pays et en leur sein.

- Des transitions vertes et égalitaires doivent être mises en œuvre pour créer des emplois décents pour les femmes dans les domaines des soins, de l'énergie, des transports, de l'agriculture et de la gestion des déchets et de l'eau.
- Les systèmes de protection sociale universels et sensibles au genre doivent être renforcés pour fournir un rempart contre les chocs économiques et environnementaux et faire face aux risques et aux défis spécifiques auxquels les femmes et les filles sont confrontées.
- Suite à la pandémie, des pays comme le **Brésil**, le **Chili**, l'**Afrique du Sud** et le **Togo** se sont efforcés de combler les failles de leur système de protection sociale, avec l'expérimentation de transferts monétaires pour la main-d'œuvre informelle et le renforcement de l'accès à l'assurance chômage pour le personnel domestique.
- Des accords commerciaux mondiaux plus justes et des politiques nationales qui donnent la priorité

aux coopératives dirigées par des femmes et à l'agriculture communautaire sont nécessaires pour construire des systèmes alimentaires locaux durables.

- Le **Kenya** et le **Sénégal** ont lancé des programmes de marchés publics qui relient les petites productrices à une source prévisible de revenus et offrent un soutien à leurs moyens de subsistance en temps de crise, tout en garantissant des aliments frais et nutritifs pour les écoles et les hôpitaux.

Deuxièmement : donnons la priorité aux soins.

Les investissements publics dans l'économie des soins devraient être un pilier essentiel de la relance économique. Des services de soins de qualité abordables sont non seulement cruciaux pour soutenir la (ré) intégration des femmes sur le marché du travail et le bien-être des enfants et des personnes âgées, mais peuvent également favoriser une relance riche en emplois.

- Dans les pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), les investissements publics dans les services de soins pourraient créer 40 à 60 % d'emplois de plus que les mêmes investissements dans la construction.
- Le **Canada** et les **États-Unis** ont reconnu ce potentiel et prévoient des investissements massifs dans les infrastructures de soins aux enfants et aux

personnes âgées dans le cadre de leur stratégie de relance. L'**Argentine** et le **Mexique** prennent également des mesures pour créer des systèmes de soins nationaux intégrés.

- En **Éthiopie** et au **Pakistan**, les agentes de santé communautaires se sont organisées pour exiger un salaire et des conditions de travail correspondant au rôle essentiel qu'elles jouent dans les systèmes de santé de leurs pays.

Troisièmement : luttons contre le changement climatique. Une action rapide et radicale est nécessaire pour verdir nos économies et tirer parti de cette transformation pour promouvoir l'égalité des sexes.

- L'abandon des économies de combustibles fossiles entraînera la perte de 6 millions d'emplois, mais pourrait en créer 24 millions. Actuellement, les femmes occupent 32 % des emplois dans le secteur des énergies renouvelables, mais ne représentent que 10 % des cadres. Les femmes doivent avoir la possibilité d'accéder à une part équitable de ces opportunités, en acquérant une formation et les compétences nécessaires.
- Les pays développés doivent intensifier de toute urgence leurs engagements en matière de financement climatique pour soutenir des transitions

égalitaires pour les femmes et les hommes dans les pays les plus pauvres, en contribuant à la diversification des moyens de subsistance des femmes, moyens qui sont touchés par la dégradation de l'environnement. Seuls 21 % des financements ont bénéficié aux pays les moins avancés en 2017-2018 ; et en 2018, seulement 15,7 % des projets du Fonds pour l'environnement mondial étaient sensibles au genre.

- Les femmes leaders dans les communautés locales sont à l'avant-garde des approches innovantes pour promouvoir des transitions égalitaires dans des secteurs clés, par exemple, de l'énergie durable au **Nigeria**, en **Afrique du Sud**, en **Ouganda** et en **République-Unie de Tanzanie** ; et de l'agroécologie au **Brésil**, à **Cuba** et au **Nicaragua**, en protégeant les écosystèmes locaux sur la base des savoirs autochtones. Les gouvernements doivent soutenir leurs efforts afin que ces modèles puissent être appliqués.

Pour financer ces politiques, nous avons besoin de politiques macroéconomiques transformatrices, notamment par l'allègement de la dette, par des impôts progressifs et, en particulier pour les pays à faible revenu, par la coopération mondiale, afin de garantir que les ressources soient acheminées là où elles sont le plus nécessaires et là où elles peuvent faire la plus grande différence.

 **Pour passer à une économie plus durable et plus juste, nous devons changer non seulement ce que nous faisons, mais aussi notre façon de faire.**

- Malgré les restrictions de mobilité liées au COVID-19, 5 012 manifestations de femmes ont eu lieu dans le monde entre mars et décembre 2020 : des manifestations exigeant une aide alimentaire et un soutien à la scolarisation en ligne au **Kazakhstan**, aux appels à l'amélioration des moyens de subsistance et des conditions de travail des travailleuses domestiques en **République de Corée**.

Une politique féministe inclusive et fondée sur les droits pourrait revigorer les processus démocratiques et constituer la base d'un nouveau contrat social qui assure la durabilité et la justice sociale pour toutes et tous.

Rompre avec le cercle vicieux de l'insécurité économique, de la destruction de l'environnement et des politiques d'exclusion nécessite **un changement dans les**

relations de pouvoir qui reconnecte les gouvernements avec les circonscriptions qu'ils sont censés servir.

Au lieu d'amplifier les voix de seules quelques personnes, **les groupes historiquement exclus doivent être intégrés dans les espaces de prise de décision** et la parité des sexes doit devenir une réalité.

- Seuls 24 % des sièges des groupes de travail sur les politiques relatives au COVID-19 dans le monde sont occupés par des femmes, ce qui limite l'efficacité de la planification et de la réponse à la crise. Cette sous-représentation reflète le manque de parité d'autres espaces de prise de décision : les femmes ne détiennent qu'un quart des sièges parlementaires et 33 % des rôles décisionnels en matière de climat dans le contexte du processus de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC).

Pour assurer une intégration efficace du genre, nous devons **promouvoir le leadership féministe** dans tous les espaces institutionnels : au sein des organes exécutifs, des législatures et des administrations d'État, comme de la société civile et du secteur privé.

- Les féministes engagées dans le domaine politique, dans les processus d'élaboration des politiques publiques, et au sein de la société civile, dans des contextes aussi divers que **l'Argentine, l'Inde** et les **États-Unis** ont pu influencer la prise de décision pendant la pandémie, aboutissant à de nombreux avantages pour les femmes et l'égalité des sexes.
- Malgré leurs rôles essentiels, les organisations de femmes souffrent d'un sous-financement déplorable. En 2018-2019, elles n'ont reçu qu'environ 1% de l'ensemble de l'aide au développement de la Direction de la coopération pour le développement (CAD) de l'OCDE allouée à l'égalité des sexes, ce qui ne représente qu'une infime partie de l'aide totale.

Des données plus nombreuses et de meilleure qualité sont nécessaires pour garantir la redevabilité des gouvernements quant aux progrès réalisés en matière d'égalité des sexes :

- Seuls 68 pays communiquent des données ventilées par sexe sur l'emploi informel.
- Seuls 97 pays communiquent des données ventilées par sexe sur l'accès aux pensions de vieillesse.
- Seuls 92 pays ont mené des enquêtes sur l'emploi du temps, et encore moins disposent de ces données sur plusieurs années, ce qui rend impossible toute

appréciation des évolutions du travail de soins non rémunéré des femmes.

- Au-delà de l'OCDE, les données sur la couverture des services de garde d'enfants sont rares, voire inexistantes.
- Six des 17 ODD, tous liés à l'environnement (eau et assainissement, consommation durable, énergie, océans et écosystèmes terrestres), manquent d'indicateurs spécifiques au genre.

Dans son rapport *Notre Programme Commun*, le **Secrétaire général de l'ONU appelle à un nouveau contrat social**. En mettant en œuvre des politiques transformatrices en matière d'emploi, de soins et de climat et en construisant une nouvelle politique féministe, nous pouvons garantir que ce nouveau contrat social soit :

- **Féministe**, dans le but de modifier les relations de pouvoir entre les genres et de lutter contre les formes multiples de discrimination ;
- Fondé sur la **justice sociale**, en ce qu'il doit s'attaquer aux inégalités généralisées et rééquilibrer les économies en faveur des droits et des besoins de la majorité ;
- **Éco-social**, reconnaissant que l'humanité n'est pas séparée de la nature mais fait partie d'un écosystème global qui doit être préservé ;
- **Mondial**, sur le fondement de la solidarité et du bien commun, reconnaissant que personne n'est en sécurité tant que tout le monde ne l'est pas.

